



### Élections municipales

## L'écart est monumental entre Unir et ses adversaires

Lundi dernier, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a donné officiellement à son siège à Lomé, les résultats provisoires issus du vote général des élections municipales tenues le jeudi 17 juillet 2025.



PAGE 3

### ÉCONOMIE



#### Crédit bancaire au Togo

## Les entreprises en pole position et les ménages en retrait

En 2024, le crédit bancaire au Togo a connu un sursaut significatif. Après un creux marqué en 2023, le pays a retrouvé des couleurs avec un volume global de prêts atteignant "1094,7 milliards FCFA", soit une hausse de 12 % en un an. Mais derrière ...

PAGE 5

### DIGITAL



#### Développement sectoriel

## Transformation numérique : le Togo repense l'impôt et l'entreprise

La révolution numérique s'observe, s'expérimente et surtout, s'illustre dans le quotidien des entreprises, notamment les plus modestes. Très souvent ...

PAGES 6&amp;7



### Travaux au CHU de Kara

## Satisfaction du président du Conseil devant la rigueur d'exécution

Dans le cadre du suivi rapproché des projets structurants de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a effectué le lundi 21 juillet 2025, une visite de terrain au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Kara, en pleine transformation.

PAGE 3

### ERRATUM

Dans la titraille de l'article en manchette de l'édition N°1489 du lundi 21 juillet 2025 dernier, nous écrivions par erreur en surtitre : "55, 02 % de mobilisation aux élections législatives " avant de titrer : "Premier sondage concret suite à la 5<sup>ème</sup> République, victoire de la paix ".

Il fallait plutôt lire : "55, 02 % de mobilisation aux élections municipales ". En effet, tout le long de l'article il est question des dernières élections municipales dont les résultats provisoires sont publiés depuis quelques heures.

Votre journal Togo Matin qui attache du prix à des valeurs déontologiques et éditoriales rigoureuses, tient à présenter ses excuses à ses lecteurs pour le désagrément que cette erreur a pu leur causer.

L'erreur reste humaine et nous croyons à la perfectibilité de l'être humain.

La Rédaction

### IDENTIFICATION

#### Evala 2025

## Des cartes d'identité délivrées lors de la lutte Evala

La Kozah est en ébullition. Ce samedi 19 juillet, les arènes de la région résonnent ...

PAGE 9

### Evala 2025

## Le FNFI joue la carte de la proximité à Kara

Alors que Kara vit au rythme palpitant des luttes Evala, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) mise sur la proximité pour une meilleure inclusion. L'institution, pionnière de l'inclusion financière au Togo, profite de la ferveur populaire pour aller donc à la rencontre de ses bénéficiaires.



PAGE 5

	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);"><b>SOMMAIRE</b></p> <p>IHPC juin 2025 L'assiette des Togolais entre dégel et pression</p>  <p style="text-align: right;"><b>P 5</b></p>	<p>Tempêtes de sable Améliorer continuellement la surveillance, les prévisions et les alertes précoces</p>  <p style="text-align: right;"><b>P 10</b></p>	<p>Santé 886 membres inscrits pour l'exercice 2025 sur le tableau de l'Ordre des médecins</p>  <p style="text-align: right;"><b>P 11</b></p>
---	---	---	---

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

# De la vulnérabilité à la résilience : parcours de dame Ouradéi Hortense à Sokodé

**L'expérience du veuvage est très différente selon que l'on est un homme ou une femme. Chez la femme, le choc du veuvage entraîne la perte de ressources économiques associées au mariage. D'après la Banque Mondiale, statistiques à l'appui, les ménages les plus pauvres sont souvent dirigés par une veuve. Mais, il faut se méfier des chiffres dont on dit trop souvent qu'ils « parlent d'eux-mêmes ». Après le décès de son mari, OURADEI Hortense, a certes connu des moments difficiles, mais ne vit pas dans la précarité.**

L'esprit d'entreprise et l'art du commerce représentent deux traits caractéristiques de de la famille de OURADEI Hortense. Forte de ce capital fondé sur la performance économique, elle était déjà sur les bancs, partagée entre la poursuite de longues études et la reprise des affaires de ses parents. Elle quitte finalement l'école en classe de Première et se lance dans le commerce. « Je suis née dans une famille de commerçantes. De ma grand-mère à ma mère en passant par plusieurs tantes. Moi-même, j'étais passionnée par l'entrepreneuriat. En classe de première, j'ai donc dit à mon père que je vais abandonner et démarrer un commerce » affirme-elle. Et d'ajouter : « finalement, j'ai d'abord ouvert une petite cafétéria devant notre domicile, après j'ai enchaîné avec un bar de proximité ».

Puis Hortense tombe enceinte et se marie. Après l'accouchement, avec l'aide de son mari et avec un capital de départ de 150 000 FCFA, elle se lance dans l'Alimentation Générale. Pour remplir sa boutique elle faisait des prêts. Une expérience amère qu'elle n'est pas prête d'oublier. « Je vous assure, à cette époque-là, là où je faisais mes prêts, les taux d'intérêts étaient exorbitants, mais je n'avais pas le choix » avoue-t-elle. Après le décès de son mari son activité connaît un ralentissement. Elle n'est pas que veuve, elle est aussi devenue chef de famille. Sa vie aurait pu basculer. Mais elle n'abdique pas et reprend timidement son commerce. Le choix Rawliata en est la meilleure illustration de la résilience de la femme Togolaise.

Après quelques mois, elle se



**Ouradéi Hortense**

rend compte que les revenus n'étaient pas satisfaisants, et qu'elle doit absolument agrandir et moderniser sa boutique. Elle explique : « Je ne suis la seule dans ce domaine dans la rue. Il y a de la concurrence. Donc les clients préférèrent aller vers les boutiques qui ont des étagères bien remplies et très garnies. Il me fallait donc de l'argent ». C'est ainsi qu'elle se met à la recherche

de fonds. Par l'entremise d'un ami entrepreneur, elle découvre le Produit d'Accès à la Formalisation PAF du FNFI.

Lancé en mars 2019, le PAF est destiné aux bénéficiaires AJSEF en fin de cycle et aux autres jeunes promoteurs régulièrement installés exerçant une Activité Génératrice de Revenus. Les bénéficiaires

peuvent avoir jusqu'à 500 000 FCFA pour le cycle 1 et 600 000 FCFA pour le cycle 2. Avec le PAF, Hortense redonne un second souffle à sa boutique d'Alimentation Générale. « Aujourd'hui, par mois mon chiffre d'affaires tourne autour d'1 500 000 FCFA et mon bénéfice net 150 000 FCFA » révèle-t-elle.

Favoriser l'autonomisation des femmes, c'est donner à ces dernières la possibilité de participer à la croissance et d'en bénéficier. L'exemple concret du FNFI en est une illustration. Le Fonds a permis à des milliers de femmes vulnérables bénéficiaires de pouvoir mener ou renforcer des activités économiques. OURADEI Hortense exprime clairement son attachement à son commerce par cette phrase qui revient régulièrement dans les entretiens et interviews avec les bénéficiaires : « mon premier mari, c'est mon commerce ». Et elle conclue : « j'avais d'autres possibilités pour avoir du financement. Mais, les caractéristiques des produits FNFI sont plus attrayantes »

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina  
Secrétaire de rédaction :  
Edy Alley  
Responsable web :  
Carlos Amevor  
Comité de rédaction :  
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima  
Edem Dadzie  
Luc Biova  
Rachid Zakari  
Responsable administrative, financière  
et commerciale:  
AMAH Essognim

Graphiste:  
Eros Dagoudi  
Imprimerie: Direct Print  
Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

# 3 POLITIQUE

## Travaux au CHU de Kara

### Satisfaction du président du Conseil devant la rigueur d'exécution

Dans le cadre du suivi rapproché des projets structurants de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a effectué le lundi 21 juillet 2025, une visite de terrain au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Kara, en pleine transformation.

équipements biomédicaux, financé par la République togolaise avec le concours de partenaires techniques et financiers internationaux. À terme, ce projet d'un coût total de 34 milliards de F CFA permettra de porter

aux urgences gynéco-obstétricales et pédiatriques, doté d'équipements de néonatalogie modernes (couveuses, rampes chauffantes, photothérapie, etc.), de blocs obstétricaux et d'espaces d'hospitalisation adaptés aux normes de soins maternels et infantiles.

Le site accueillera également un village d'accompagnement, composé de 30 chambres individuelles pour les proches des patients hospitalisés, contribuant à l'humanisation des soins et à la prise en charge globale des familles.

Un accent particulier est mis sur les équipements biomédicaux de dernière génération, avec un effort inédit de rationalisation des circuits d'utilisation, de maintenance et de formation. Cette approche innovante intègre, pour la première fois dans un projet hospitalier d'envergure au Togo, une composante structurée de renforcement des capacités du personnel biomédical.

Il s'agit notamment de la formation continue des ingénieurs et techniciens biomédicaux à la maintenance préventive et curative ; de la mise à niveau du personnel soignant à l'utilisation des nouveaux équipements (anesthésie, monitoring, radiologie, réanimation) ; de l'instauration de protocoles qualité et de traçabilité, conformes aux standards internationaux.

Ces efforts sont mis en œuvre dans le respect de la continuité de service : les travaux sont réalisés en phasage maîtrisé, garantissant que l'hôpital reste fonctionnel tout au long du chantier. Par ailleurs, la nouvelle organisation

des hôpitaux régionaux de référence dignes des aspirations légitimes des populations. Au-delà de l'infrastructure, ce projet emblématique incarne une vision systémique du progrès sanitaire, fondée sur



Faure Gnassingbé (à gauche), durant la visite

Cette visite traduit une volonté constante du président du Conseil d'assurer une mise en œuvre efficace des engagements pris envers les populations, notamment en matière de santé, et d'inclusion sociale. Elle confirme également l'importance stratégique accordée aux régions de l'intérieur dans la politique d'équité d'accès aux soins spécialisés et de réduction des vulnérabilités sanitaires. Depuis 2024, le CHU de Kara bénéficie, dans le cadre du projet ELLIPSE, d'un ambitieux programme de renforcement de capacités, de réhabilitation des infrastructures, de restructuration des services et de modernisation des

la capacité du CHU à près de 400 lits, répartis entre les services de chirurgie, médecine, maternité, pédiatrie, urgences et soins intensifs, dans des conditions répondant aux standards hospitaliers internationaux. Deux pôles techniques majeurs sont en cours d'édification. Le Premier est un plateau médicotéchnique de pointe, intégrant 6 blocs opératoires, une unité de réanimation, un service de stérilisation centralisée, et des services d'imagerie médicale entièrement renouvelés (scanner 64 barrettes, table télécommandée, radiologie mobile). Le second est un bâtiment mère-enfant dédié



Faure Gnassingbé (à droite), durant la visite

spatiale du site favorisera des circuits patients optimisés, une séparation stricte des flux propres/souillés, et une meilleure accessibilité aux urgences et au plateau technique.

En saluant l'avancement du projet, le président du Conseil a tenu à exprimer sa satisfaction devant la rigueur d'exécution constatée, la qualité des partenariats engagés, et l'engagement exemplaire des équipes techniques et sanitaires mobilisées. Il a réaffirmé l'attachement de l'État togolais à une transformation profonde, inclusive et durable du système de santé, à travers

l'intégration des ressources humaines, de la technologie et de la gouvernance hospitalière. Il préfigure une nouvelle génération d'hôpitaux publics au Togo, résilients, performants et centrés sur la qualité du service rendu au citoyen.

Le projet ELLIPSE au CHU de Kara, par son ampleur, son exigence de qualité et son ancrage territorial, s'inscrit pleinement dans la dynamique présidentielle de modernisation accélérée des services publics, d'investissement humain et de consolidation de la souveraineté sanitaire nationale.

**Edem Dadzie**

## Élections municipales

### L'écart est monumental entre Unir et ses adversaires

Lundi dernier, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a donné officiellement à son siège à Lomé, les résultats provisoires issus du vote général des élections municipales tenues le jeudi 17 juillet 2025.

Ces résultats provisoires ont été rendus publics de 11h 05 mn à 13h 43 mn par la voix du président de la Ceni, Dago Yabré, assisté de ses pairs membres de l'institution républicaine en charge de l'organisation et du déroulement des opérations électorales au Togo.

L'on retient que sur un total de 4.637.998 inscrits sur les listes électorales, 2.631.997 personnes ont voté, soit un taux de participation de 56,74% et 55,15% de suffrages exprimés. La formation politique Union pour la République » (Unir), la force politique au pouvoir, remporte par une large

majorité les 1150 sièges des 1527 postes de conseillers municipaux à pourvoir dans les 117 communes sur l'étendue du territoire national togolais. Par cette majorité écrasante, le parti Unir s'assure du contrôle de la quasi-totalité des Conseils municipaux des



Les militants du parti Unir (Image d'archives)

collectivités locales au Togo pour un nouveau mandat de six (06) ans.

Selon les résultats provisoires rendus publics par la Ceni en attendant

la confirmation définitive de ceux-ci par la Chambre administrative de la Cour suprême dans les jours à venir, Unir est suivie dans sa majorité écrasante par l'Alliance nationale pour le changement (ANC) avec 51 sièges, de l'Union des forces du changement (UFC) avec

38 sièges, de l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (Addi) avec 34 sièges, et du Bloc alternatif togolais pour une innovation républicaine (Bator) avec 33 sièges.

Quant aux 221 sièges restants, ils sont répartis entre les soixante (60) autres partis politiques, regroupements de partis politiques et des indépendants, tous engagés dans ce processus électoral pour la conquête des 1527 sièges initialement mis en jeu pour ces élections municipales qui viennent de connaître ainsi leurs résultats provisoires. Aux premiers rangs de nombreuses personnalités présentes sur les lieux au siège de la Ceni à Lomé, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, le colonel Hodabalo Awaté, ainsi que des responsables et représentants des partis politiques, regroupements de partis politiques et des indépendants qui se sont manifestés à travers les 500 listes de candidatures enregistrées pour ce

scrutin municipal. Il faut noter que les candidats de partis politiques, regroupements de partis politiques et des indépendants, ont, pour compter du jour de la proclamation des résultats provisoires, un délai de cinq (05) jours pour déposer leurs recours, conformément aux dispositions des articles 143 et 144 de l'ordonnance N° 003/PR du 05/11/2024 portant Code électoral au Togo.

Les regards sont donc désormais tournés vers la Cour suprême qui proclamera dans les prochains jours, les résultats définitifs des élections municipales de 2025 ; permettant ainsi aux conseillers municipaux élus de se réunir pour élire les maires et leurs adjoints.

**TM**

Manifestations non autorisées du 06 juin

## Que faisait Steeve Rouyar dans une manifestation non-autorisée au Togo ?

**Venu s'installer au Togo il y a à peu près 09 mois, un comptable de nationalité française a été arrêté, alors qu'il manifestait aux côtés de plusieurs Togolais. Depuis plusieurs semaines, la famille de Steeve Rouyar mobilise les médias français, les réseaux sociaux et interpelle les autorités françaises pour obtenir sa libération. Chose tout à fait normale. Mais comment peut-on expliquer la présence d'un individu de nationalité française dans une manifestation (non autorisée) au Togo, surtout qu'on sait qu'il vivait encore, au Bénin voisin, il y a moins d'un an ?**

Dans un communiqué de presse publié le 09 juin 2025, le procureur de la République a annoncé l'arrestation de plusieurs personnes ayant participé à la manifestation du 06 juin, parmi lesquelles un individu de nationalité française. Il s'agissait de Steeve Rouyar. « ... Lesdites manifestations illégales ont amené les agents de la force publique à intervenir pour maintenir l'ordre et protéger les usagers de la voie publique... Quelques-uns des manifestants ont été identifiés comme étant des étrangers, dont un Français établi au Togo depuis quelques mois », avait écrit monsieur Talaka Maawama dans ce communiqué.

Dans la foulée de la sortie du procureur, presque tous les manifestants ont été libérés, mais Steeve Rouyar et d'autres sont encore derrière les barreaux.

### Accusations graves

D'après des informations publiées par le site franceinfo.fr, trois avocats se sont emparés du cas de Steeve Rouyar. Mais le Franco-Guadeloupéen risque gros. Il est accusé de troubles à l'ordre public. D'après la presse française, l'expert-comptable risque un à cinq ans d'emprisonnement. M. Rouyar est également accusé d'avoir porté atteinte à la sûreté nationale de l'État togolais.

« Les autorités le soupçonnent d'avoir à minima rédigé des tracts antigouvernementaux et donc d'avoir eu un rôle organisationnel dans le mouvement du 6 juin. Et pour cela, il risque une condamnation de 20 à 30 ans », a également révélé franceinfo.fr.

### Que faisait ce Français dans les affaires des Togolais ?

Au Togo, il y a moins d'un an, Steeve Rouyar serait venu au



Steeve Rouyar est français d'origine guadeloupéenne

Togo pour créer son cabinet de comptabilité. Mais sa première destination après avoir quitté la Guadeloupe était le Bénin, où il se serait d'abord lancé sans grand succès.

« À 44 ans, cet expert-comptable a quitté la Guadeloupe pour venir développer son business dans cette partie du monde où le marché est en plein boom. Il tente d'abord le Bénin, mais

ne remplit pas les conditions de nationalité pour se lancer dans les affaires. Il traverse donc la frontière et s'installe dans la capitale togolaise, Lomé », écrit notre confrère français.

Ce narratif des récents déplacements de Steeve Rouyar peut être vrai. Mais il soulève quand même une interrogation. Que faisait ce Français dans

une manifestation non autorisée dans un pays dont il a foulé le sol, il y a quelques mois seulement, et alors que les autorités françaises recommandent à leurs ressortissants au Togo « de se tenir éloignés de toute manifestation ou rassemblement et de faire preuve de vigilance » ?

Affo-Djèlè Alarba

## BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?



BP: 30117 Lomé-Togo  
Tél: 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail: atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
tw: @togomatin1

### Abonnez-vous au journal quotidien **TOGO MATIN** !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale: .....  
Profession ou activité: .....  
Adresse: ..... / BP: .....  
Tél: ..... / E-mail: .....

#### ► Je m'abonne

- |    |                         |             |
|----|-------------------------|-------------|
| 01 | Abonnement mensuel:     | 5.000 FCFA  |
| 02 | Abonnement trimestriel: | 15.000 FCFA |
| 03 | Abonnement semestriel:  | 20.000 FCFA |
| 04 | Abonnement annuel:      | 40.000 FCFA |

**Crédit bancaire au Togo****Les entreprises en pole position et les ménages en retrait**

En 2024, le crédit bancaire au Togo a connu un sursaut significatif. Après un creux marqué en 2023, le pays a retrouvé des couleurs avec un volume global de prêts atteignant "1094,7 milliards FCFA", soit une hausse de 12 % en un an. Mais derrière ce rebond, un rééquilibrage s'opère : les entreprises et l'État prennent la main, tandis que les ménages reculent.

En tête de cette dynamique, les sociétés non financières ont capté 658,3 milliards FCFA de crédit bancaire. Une performance en nette progression qui consacre les entreprises comme moteur de la demande de

**Crédit bancaire**

crédit au Togo. L'État, lui, a multiplié par huit son recours au financement bancaire, mobilisant 133,1 milliards FCFA. Une

envolée qui s'explique par une relance des dépenses publiques d'investissement et un appétit renforcé pour les financements locaux.

À l'opposé, les ménages semblent s'essouffler. Leurs crédits chutent à 296 milliards FCFA, contre 372,3 milliards en 2023. Le crédit à la consommation, en particulier, s'effondre à 130,5 milliards FCFA. Les Togolais empruntent moins pour consommer : est-ce par prudence, par contrainte ou par défiance? En revanche, les signes d'un retour à l'investissement productif sont palpables. Le crédit à l'équipement s'envole à 240,4 milliards FCFA, un record depuis 2019. Cela témoigne d'un regain d'ambition industrielle ou

entrepreneuriale. Le crédit immobilier, quant à lui est au ralenti. Avec 65,3 milliards FCFA, il reste loin des sommets atteints en 2021. Les crédits de trésorerie, eux, se maintiennent autour de 532,6 milliards FCFA. Ce qui prouve que les besoins de liquidités à court terme restent cruciaux pour les acteurs économiques.

Sur 6 ans, le crédit au Togo dessine une courbe en dents de scie : pic historique en 2022, effondrement en 2023 et reprise en 2024.

**Edy Alley****Evala 2025****Le FNFI joue la carte de la proximité à Kara**

Alors que Kara vit au rythme palpitant des luttes Evala, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) mise sur la proximité pour une meilleure inclusion. L'institution, pionnière de l'inclusion financière au Togo, profite de la ferveur populaire pour aller donc à la rencontre de ses bénéficiaires.

Depuis le début des festivités, le FNFI a lancé des journées portes ouvertes dans son agence régionale. L'objectif est de renforcer sa proximité avec les populations, en particulier celles restées longtemps en marge des circuits financiers traditionnels. L'initiative se veut accessible : l'agence reste ouverte tous les jours, de 07h30 à 20h00, pendant toute la durée d'Evala.

Derrière ces portes ouvertes, l'enjeu est de faire découvrir à un public plus

large les différents produits financiers inclusifs, mais aussi les modalités d'accès au financement et les outils d'accompagnement disponibles.

Créé en 2014, le FNFI s'impose aujourd'hui comme un véritable levier de transformation économique et sociale. Ce qui n'était au départ qu'un petit crédit de 30 000 FCFA a grandi avec ambition. Le plafond est désormais à 50 millions FCFA, preuve d'un mécanisme qui a su s'adapter aux besoins évolutifs des populations.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. À fin janvier 2025, 113,55 milliards FCFA de financements ont été octroyés à 1,9 million de bénéficiaires. Derrière ces statistiques, des femmes



commerçantes, des jeunes entrepreneurs, des agriculteurs... et autant de vies changées par l'accès au crédit.

Evala n'est pas seulement une célébration de la force physique et de l'identité culturelle. Cette année, elle devient aussi un temps

d'opportunité économique, grâce au FNFI qui choisit d'aller vers le citoyen plutôt que d'attendre qu'il vienne.

**Edy Alley****IHPC juin 2025****L'assiette des Togolais entre dégel et pression**

En juin 2025, les Togolais ont ressenti dans leur quotidien le poids discret de l'inflation. En un an, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a grimpé de 1,5 %. Une progression modérée mais qui traduit un déséquilibre grandissant entre les différentes composantes de la vie économique.

Les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » ont enregistré une hausse de 2,8 % sur un an, et de 3,9 % rien qu'en juin. À elle seule, l'igname pour fofou (karachi) flambe de +34,9

%, les mangues ordinaires explosent à +64,5 % et le bois de chauffe s'envole de +39,9 %. Face à cette envolée, un constat s'impose : la hausse du niveau général des prix en juin 2025 est imputable au renchérissement des produits de base.

Autre coup dur pour les ménages, les services liés aux repas hors foyer et à l'hébergement. En glissement annuel, ils affichent une augmentation de 4,4 %. Même tendance

pour les dépenses essentielles comme le « logement, eau, électricité, gaz », également en hausse de 4,4 %.

Toutefois, certains secteurs viennent tempérer cette flambée. Le transport recule de 2,4 %, notamment grâce à la baisse du prix de l'« essence super de rue » de 2,9 %. Le secteur des « loisirs, sport et culture » chute même de 4,8 % sur un an.

Sur le plan trimestriel, la situation est encore plus délicate : l'IHPC grimpe de 3,2 % entre mars et juin 2025. Ce bond s'explique par l'explosion des « produits frais » (+8,9 %)

et du secteur « primaire » (+13,0 %), soulignant une pression saisonnière sur les denrées agricoles locales. Dans le détail, « les produits non durables » progressent

énergie et produits frais, continue d'augmenter de manière plus discrète mais constante : +0,7 %.

Si le taux d'inflation annuel national reste contenu à 1,9

**Un marché du Togo**

de 2,2 %, quand les services montent de 1,1 %. L'inflation dite « sous-jacente », hors

%, la réalité quotidienne est un défi pour les ménages.

**E. A.**

## Développement sectoriel

# Transformation numérique : le Togo repense l'impôt et l'entreprise

**La révolution numérique s'observe, s'expérimente et surtout, s'illustre dans le quotidien des entreprises, notamment les plus modestes. Très souvent considérées comme les maillons fragiles du tissu économique, les Très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) sont aujourd'hui les premières bénéficiaires de la transformation digitale orchestrée avec rigueur par les autorités togolaises.**

Grâce aux soutiens du gouvernement, les TPME découvrent les promesses concrètes d'un monde connecté. Leur réalité change, leur horizon s'élargit et leur chiffre d'affaires décolle.

### TPME, une digitalisation qui transforme les chiffres et les esprits

Une étude menée en juin 2024 sous l'égide de la ministre secrétaire générale de la présidence, Sandra Johnson a évoqué des données très précises. Les PME qui ont adopté des technologies numériques affichent une croissance moyenne de 29 % de leur chiffre d'affaires, bien au-delà des 13 % enregistrés chez les grandes entreprises. Mieux encore, celles engagées dans le commerce extérieur enregistrent une progression spectaculaire de 51%. Cette étude, s'appuyant sur les données du Recensement général des entreprises (RGE) de 2018, montre que les PME sont particulièrement sensibles aux apports de la digitalisation, à condition que leur environnement soit favorable. Le niveau d'éducation des dirigeants, la qualité de la connexion Internet, l'investissement en recherche et développement, mais aussi la géolocalisation de l'entreprise jouent un rôle clé dans l'adoption des outils numériques.

C'est dans ce contexte que le gouvernement, à travers la Chambre de commerce

et d'industrie du Togo (CCI-Togo) et avec l'appui de la coopération allemande (GIZ), a lancé le Projet de transformation digitale de l'économie togolaise (ProDigiT). Déployés sur l'ensemble du territoire, 50 consultants spécialisés accompagnent actuellement 150 entreprises sélectionnées pour leur potentiel de croissance. Leur mission : réaliser un diagnostic numérique, conseiller sur le marketing digital, repenser la stratégie commerciale et initier les entreprises aux outils numériques adaptés à leur secteur. Une initiative qui ne cache pas l'autre lancée en 2023, Lon'Kèlèw, qui a soutenu 80 TPME, dont 34 dirigées par des femmes. Il a aussi aidé à former plus de 230 employés et sensibilisé plus de 400 entreprises via des ateliers régionaux.

Pour transformer la promesse numérique en réalité économique, encore fallait-il bâtir un socle technologique robuste. C'est chose faite avec l'inauguration en 2021 du Lomé Data Center, fleuron de l'infrastructure numérique togolaise, pour un investissement de 12,7 milliards. Ce centre d'hébergement ultrasécurisé permet aux entreprises, y compris les plus petites, de stocker leurs données localement, d'accéder à une bande passante haut débit et de réduire leurs coûts opérationnels. La sécurité, justement, n'est pas en reste. En 2024, l'Agence nationale de cybersécurité (ANCy), en partenariat avec Cyber Defense Africa, a multiplié les formations et campagnes de sensibilisation auprès des PME, insistant sur les risques liés aux failles informatiques, à l'hameçonnage et à la mauvaise gestion des mots de passe. Car un numérique florissant

n'a de sens que dans un environnement de confiance.

La transformation s'opère aussi dans les rapports entre l'État et les entrepreneurs. Avec la plateforme service-public.gouv.tg, le gouvernement togolais

les outils pour réussir. Toutes ces initiatives démontrent une fois encore l'accélération de la transformation digitale qui se retrouve dorénavant au cœur de tous les secteurs d'activité au Togo.

### Recettes fiscales et bien-être des citoyens

programmes sociaux, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de vie de la population. Selon les chiffres publiés par la Direction générale du budget et des finances, l'Office togolais des recettes (OTR) a mobilisé 258,06 milliards de recettes



### Digitalisation des entreprises

propose désormais une panoplie de démarches administratives en ligne : demande de carte de séjour, création d'entreprise, déclaration d'impôts, obtention de certificats... En fait, l'objectif est de faire de la dématérialisation

Au Togo, les recettes fiscales ont atteint plus de 250 milliards de francs au 1er trimestre 2025, soit une hausse de 5,8 %. Ces recettes, constituées principalement d'impôts et de taxes, sont un levier essentiel pour le bien-être des citoyens. Elles

fiscales au premier trimestre de l'année 2025. Ce montant marque une progression de 5,81 % par rapport aux 243,89 milliards enregistrés à la même période de l'année précédente. Cette progression enregistrée s'explique d'une part par la



### Entreprises et numérique

un catalyseur de simplification, pour libérer les énergies, raccourcir les délais et donner à chacun

permettent à l'État de financer des services publics essentiels, des infrastructures et des

hausse des recettes issues de l'impôt sur les sociétés (IS), qui ont atteint 31,47 milliards de francs, contre



#### Fiscalité

27,30 milliards à la même période l'an dernier, soit une augmentation de 15,31 %.

D'autre part, elle s'explique par l'introduction, par la loi de finances 2025, de la taxe sur les entreprises de télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (TETTIC). Cette taxe, fixée à 5 % du chiffre d'affaires hors taxes des opérateurs télécoms, a permis de mobiliser 1,30 milliard de francs CFA à fin mars 2025. Par ailleurs, la performance est soutenue par des réformes structurelles, notamment la mise en œuvre du tarif extérieur commun (TEC) révisé de la Cedeao dans le système douanier Sydonia, le renforcement de la surveillance du territoire ainsi que l'intensification des contrôles fiscaux et douaniers.

Au Togo, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les impôts sur les biens et services, l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les droits de douane et la taxe sur les entreprises de télécommunications et des technologies de l'information et de la communication sont ainsi concernées. En détail, la TVA est la principale source de recettes fiscales au Togo, représentant une part significative des recettes totales. Les impôts sur les biens et services incluent les taxes sur les transactions et autres prélèvements sur les biens et services, en dehors de la TVA. L'impôt

sur les sociétés est prélevé sur les bénéfices des entreprises, tandis que l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) est prélevé sur les revenus des particuliers. Les droits de douane sont perçus sur les marchandises importées et constituent également une source de revenus non négligeable. En outre, le Togo a récemment introduit une taxe sur les entreprises de télécommunications et des technologies de l'information et de la communication, qui contribue à la hausse des recettes fiscales.

Les recettes fiscales constituent un outil essentiel pour le développement du Togo et le bien-être de ses citoyens. Ces ressources collectées par l'OTR sont utilisées pour financer des secteurs clés tels que l'éducation, la santé, l'eau, l'électricité et la sécurité. De plus, l'État emploie une partie de ces recettes pour construire des routes, des écoles, des hôpitaux, des logements sociaux, etc., améliorant ainsi les conditions de vie de la population et l'accès aux services. Enfin, ces recettes fiscales soutiennent également des programmes sociaux visant à réduire la pauvreté, à promouvoir l'emploi, à soutenir les personnes vulnérables et à favoriser l'inclusion sociale.

#### Administration publique : les moyens déployés

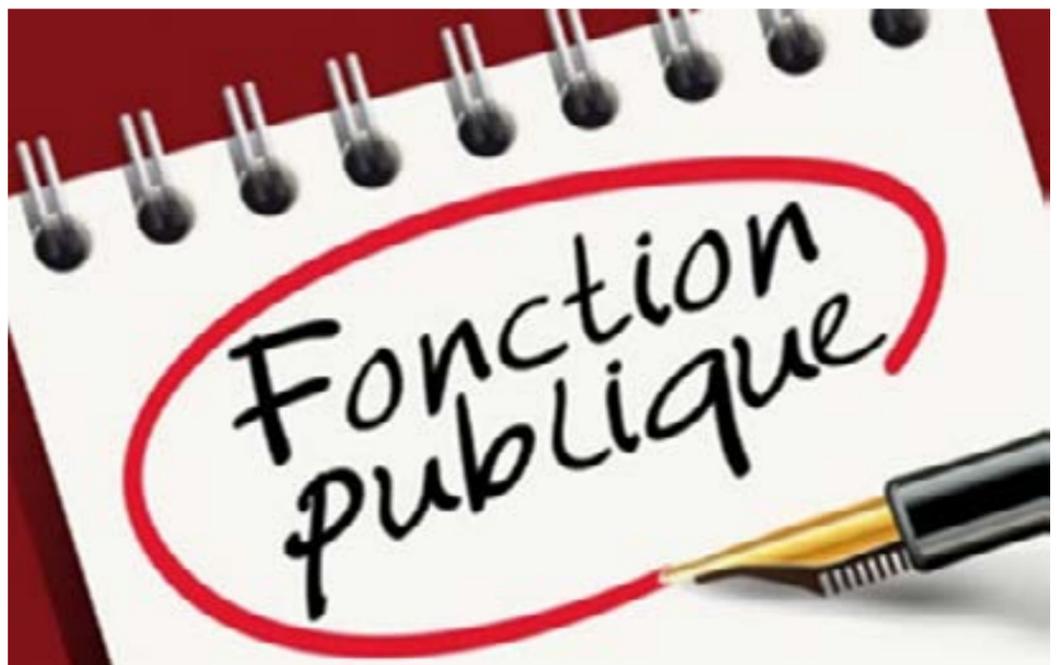
Au Togo, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars 2025, les

dépenses de personnel émargeant sur le budget général de l'État ont atteint 83 milliards de francs, contre un peu plus de 70 milliards à la même période un an plus tôt. Ce montant représente une augmentation de 13 milliards par rapport à la même période en 2024, soit une hausse de 19 %. Ces dépenses de personnel couvrent notamment les émoluments, les indemnités, les primes,

haussière devrait se poursuivre au cours des prochains mois, avec la prise de fonction, depuis le 31 mars 2025, d'environ 3 000 nouveaux fonctionnaires appelés à intégrer l'administration publique. Dans le détail, le personnel concerné par ces dépenses regroupe les fonctionnaires civils, le personnel militaire ainsi que les agents des communes.

Le Togo projette de déboursier une enveloppe de 355 milliards de francs pour couvrir la masse salariale des fonctionnaires de l'administration publique en 2025. Ce montant, inscrit dans la loi de finances équilibrée à 2 397 milliards, représente environ 14 % du budget total. En effet, cette prévision de 355 milliards marque une hausse de 10 % par rapport à l'exercice 2024, où la masse salariale s'élevait à 321 milliards de francs CFA. Les ressources seront affectées à diverses dépenses liées au personnel émargeant

Le gouvernement prévoit de consacrer 9 milliards à la modernisation de son administration publique cette année. Ces ressources vont financer le Projet de modernisation et de renforcement des capacités de l'administration publique pour la délivrance des services (PMAPDS), visant à améliorer les capacités institutionnelles du pays pour répondre aux ambitions fixées dans la feuille de route gouvernementale. Dans cette dynamique de modernisation de l'administration, plusieurs services publics ont déjà été numérisés, en phase avec l'objectif de digitaliser 75 % des démarches administratives d'ici à la fin de l'année 2025. Par ailleurs, pour renforcer les effectifs de l'administration publique, le Togo prévoit le recrutement de 14 000 nouveaux fonctionnaires en 2025. Le secteur de l'enseignement bénéficiera d'un grand nombre de postes, avec environ 8 000



#### Administration publique

les prestations familiales, les cotisations patronales ainsi que l'ensemble des charges liées au personnel inscrit au budget général.

Selon le Rapport d'exécution du budget de l'État, exercice 2025, la hausse de ces dépenses est due à la revalorisation des traitements de certains agents publics, ainsi qu'au paiement d'indemnités de départ à la retraite au bénéfice des 612 nouveaux retraités annoncés en janvier dernier. Cette tendance

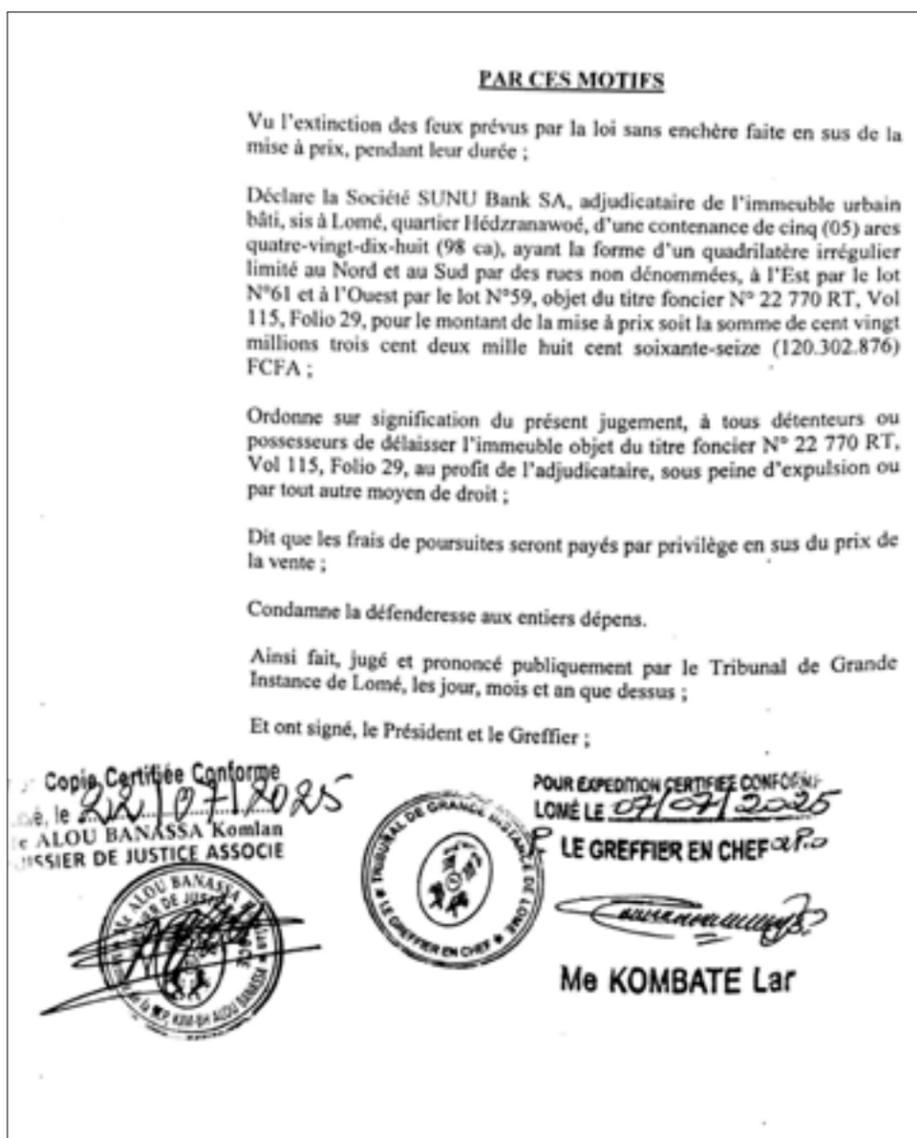
sur le budget général, notamment le paiement des émoluments, indemnités, primes, prestations familiales et cotisations patronales, sans oublier d'autres charges relatives aux décaissements pour les agents de l'État. En plus des décaissements pour les agents de l'État, les dépenses incluent aussi les implications financières des ajustements et recrutements sectoriels qui auront lieu durant l'année.

recrutements prévus, soit près de 57 % du total des nouvelles entrées.

Le secteur de la santé recevra également un renfort important, avec plus de 2 400 nouveaux agents, tandis que celui des finances verra l'ouverture de 800 postes. L'École nationale d'administration (ENA) contribuera également à ce renforcement avec une centaine de nouveaux diplômés.

Luc Biova





## Evala 2025

### Des cartes d'identité délivrées lors de la lutte Evala

La Kozah est en ébullition. Ce samedi 19 juillet, les arènes de la région résonnent des cris, des chants et des chocs de corps des jeunes initiés à la lutte. Mais cette année, les Evala ne se limitent pas aux joutes physiques. Elles accueillent aussi un autre type de combat, tout aussi crucial : celui pour l'identité.

À la veille des festivités, le gouverneur de la région de la Kara, le Général de brigade Komlan Adjitowou, a lancé une initiative inédite : l'opération « DGDN MOBILE EVALA 2025 », en partenariat avec la Direction générale de la documentation nationale. Son ambition est de



rapprocher l'administration de la population, en particulier des jeunes lutteurs souvent éloignés des services publics classiques. L'idée est simple mais

puissante : installer des unités mobiles d'enrôlement dans les mêmes arènes où se disputent les finales de lutte. Là où l'on combat pour l'honneur, on peut désormais obtenir

ou renouveler sa carte nationale d'identité. Le tout dans un cadre organisé, rapide et accessible.

Les citoyens doivent se présenter avec leur certificat de naissance, leur preuve de nationalité, un certificat de profession, un groupe sanguin et s'acquitter de 5.000 FCFA. Une fois la démarche faite, la carte est livrée en moins de 48 heures, directement chez les chefs cantons, devenus pour l'occasion des relais administratifs. Ce geste fort, qui mêle tradition et modernité, est salué comme un pas

de plus vers une inclusion administrative réelle. Pour le Général Adjitowou, il ne s'agit pas d'un simple service : « Il s'agit non seulement d'un acte citoyen, mais aussi d'un pas concret vers une meilleure inclusion administrative. »

L'initiative redonne ainsi un sens profond au mot proximité. Elle transforme une célébration culturelle en un moment de conscientisation civique. Et surtout, elle fait des arènes un lieu où l'on gagne bien plus qu'un combat : on gagne une identité.

**La Rédaction**

## Santé

### 886 membres inscrits pour l'exercice 2025 sur le tableau de l'Ordre des médecins

L'Ordre national des médecins du Togo (ONMT) affiche une nouvelle vigueur. Fort de ses 886 membres inscrits pour l'exercice 2025, il s'engage sur un chemin de rigueur, de vigilance et de renouveau.

À la tête de cette instance depuis plusieurs années, le Dr Békéti Katanga Anthony a été reconduit, confirmant la confiance de ses pairs en sa vision. Lors de l'Assemblée générale, il n'a pas éludé les urgences : « L'on ne peut prétendre garantir

une qualité de soins aux populations sans une lutte sérieuse contre ce fléau », a-t-il martelé, évoquant ainsi la prolifération des « praticiens non autorisés » et l'« exercice illégal de la médecine ».

Assainir le secteur est une priorité. Pour y parvenir, le président appelle à « une action concertée entre les ministères de la santé, de la justice et de la sécurité ». Le chantier est vaste, mais



l'ambition est de redonner ses lettres de noblesse à la médecine togolaise. Dans cette dynamique,

l'Ordre ne compte pas rester figé. Il prévoit la création de groupes thématiques pour accompagner les praticiens,

ainsi qu'un Centre de vulgarisation des bonnes pratiques médicales. Autant d'outils pour restaurer la confiance entre patients et soignants, et élever le niveau de la pratique.

Cré officiellement en 2004, après une longue coexistence avec d'autres professions médicales depuis 1966, l'ONMT affirme ainsi son identité et sa mission.

**La Rédaction**

## Tempêtes de sable

## Améliorer continuellement la surveillance, les prévisions et les alertes précoces

Les tempêtes de sable et de poussière pèsent de plus en plus sur la santé humaine et les économies, selon un nouveau rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui souligne la nécessité d'améliorer continuellement la surveillance, les prévisions et les alertes précoces.



Image illustrant une tempête de sable

Le Bulletin annuel de l'OMM sur les poussières en suspension dans l'air met en lumière les points chauds et les impacts d'un danger qui touche environ 330 millions de personnes dans plus de 150 pays à travers le monde. Il fait partie d'une série de produits scientifiques de l'OMM destinés à éclairer l'élaboration des politiques et à améliorer la sécurité et le bien-être publics.

Bien que la moyenne mondiale des concentrations annuelles moyennes de poussière à la surface en 2024 ait été légèrement inférieure à celle de 2023, d'importantes variations régionales ont été observées. Dans les zones les plus touchées, la concentration de poussière à la surface en 2024 était supérieure à la moyenne à long terme de 1981 à 2010.

Chaque année, environ 2 milliards de tonnes de sable et de poussière pénètrent dans l'atmosphère, soit l'équivalent de 307 pyramides de Gizeh. Plus de 80% du bilan mondial de poussière provient des déserts d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et peut être transporté sur des centaines, voire des milliers de kilomètres, à travers les continents et les océans.

Ce phénomène est en grande partie naturel, mais la mauvaise gestion de l'eau et des terres, la sécheresse et la dégradation de l'environnement en sont de plus en plus responsables.

« Les tempêtes de sable et de poussière ne se résument pas à des vitres sales et un ciel brumeux. Elles nuisent à la santé et à la qualité de vie de millions de personnes et coûtent des millions de dollars en

perturbant les transports aériens et terrestres, l'agriculture et la production d'énergie solaire », déclare Celeste Saulo, secrétaire générale de l'OMM.

« Ce bulletin montre l'augmentation des risques sanitaires et des coûts

économiques, et montre que les investissements dans les systèmes d'alerte précoce, d'atténuation et de contrôle des poussières seraient très rentables. C'est pourquoi les tempêtes de sable et de poussière sont l'une des priorités de l'initiative Alertes précoces pour tous », ajoute la responsable.

Le système d'alerte, de conseil et d'évaluation des tempêtes de sable et de poussière de l'OMM coordonne les recherches internationales sur le sable et la poussière et dispose de centres régionaux opérationnels. Le rapport a été publié à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les tempêtes de sable et de poussière, le 12 juillet.

## Répartition géographique

La concentration annuelle moyenne maximale de poussières de surface estimée se situe au Tchad, pays d'Afrique centrale, à environ 800-1100 µg m<sup>-3</sup> (microgrammes ou un millionième de gramme par mètre cube d'air). Cela s'explique par la présence de la dépression de Bodélé, l'une des principales sources d'émissions.

Dans l'hémisphère sud, c'est dans certaines régions du centre de l'Australie et sur la côte ouest de l'Afrique du Sud que le niveau le plus élevé a été enregistré. En 2024, les concentrations de sable et de poussière étaient inférieures à la moyenne à long terme dans de nombreuses zones sources principales, et supérieures à la moyenne dans de nombreuses zones où la poussière est soufflée.

Les régions les plus vulnérables au transport de poussière à longue distance sont : l'océan Atlantique tropical nord entre l'Afrique de l'Ouest et les Caraïbes ; l'Amérique du Sud ; la mer méditerranée ; la mer d'Arabie ; le golfe du Bengale ; le centre-est de la Chine. En 2024, le transport transatlantique de poussière africaine a envahi certaines parties de la région de la mer des Caraïbes.

## Impacts sur la santé

Un nouvel indicateur des tempêtes de sable et de poussière, développé par l'OMM et l'Organisation mondiale de la Santé, montre que 3,8 milliards de personnes (près de la moitié de la population mondiale) ont été exposées à des niveaux de poussière dépassant le seuil de sécurité de l'OMS entre 2018 et 2022. Cela représente une augmentation de 31% par rapport aux 2,9 milliards de personnes (44,5 %) de la période 2003-2007.

L'exposition variait considérablement, allant de quelques jours seulement dans les zones relativement peu touchées à plus de 87% des jours, soit plus de 1 600 jours sur cinq ans, dans les régions les plus exposées à la poussière. Cet indicateur et les résultats associés ont été publiés dans le Lancet Countdown on Health and Climate Change : 2024 Global Report.

## Coûts économiques

L'impact économique est souvent sous-estimé, selon une étude de cas menée aux États-Unis. Aux États-Unis seulement, l'érosion due à la poussière et au vent a coûté environ 154 milliards de dollars en 2017, soit plus de quatre fois qu'en 1995. L'estimation incluait les coûts pour les ménages, les cultures, l'énergie éolienne et solaire, la mortalité due à l'exposition aux poussières fines, les coûts de santé liés à la fièvre de la Vallée et les transports.

Le coût réel de la poussière était certainement bien plus élevé, car des évaluations fiables à l'échelle nationale de nombreux autres impacts économiques de la poussière (par exemple, sur la morbidité humaine,

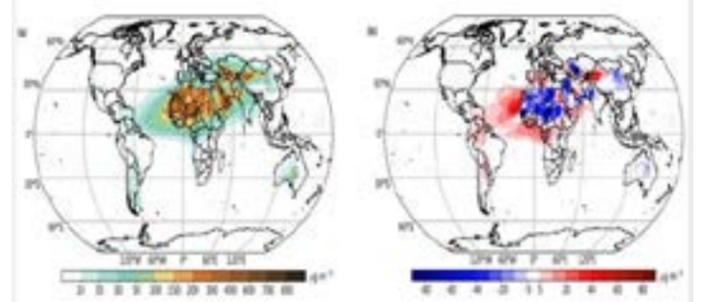
le cycle hydrologique, l'aviation et l'agriculture de pâturage) n'étaient pas disponibles, selon l'étude publiée dans Nature.

## Principales tempêtes de sable et de poussière en 2024

Îles Canaries : Une vague de vents forts d'harmattan souffle sur une vaste région du nord-ouest de l'Afrique et se propage du désert du Sahara occidental jusqu'aux îles Canaries en Espagne en décembre, impactant la zone où vivent la plupart des gens.

Asie de l'Est : Quatorze tempêtes de sable et de poussière ont été enregistrées, principalement au printemps. Fin mars, les vents violents d'un puissant cyclone mongol ont balayé d'importantes quantités de poussière vers les régions densément peuplées du nord de la Chine. Pékin a enregistré un pic de concentration de PM10 de plus de 1 000 µg m<sup>-3</sup>, et la visibilité a chuté à 1 km.

En juin, Pékin et le Nord de la Chine ont été frappés par une rare tempête de sable et de poussière estivale. La faible croissance de



Cartographie des tempêtes de sable à travers la planète

la végétation due aux températures printanières élevées et à la sécheresse en Mongolie a joué un rôle majeur, attirant l'attention du public sur la fréquence croissante des tempêtes de poussière estivales, provoquées par des conditions météorologiques extrêmes dans un contexte de changement climatique.

Asie occidentale : L'Irak, le Koweït, le Qatar et la péninsule arabique ont été frappés par une tempête de poussière hivernale exceptionnelle en décembre. Elle a eu de lourdes conséquences socio-économiques, notamment l'annulation de vols, la fermeture généralisée d'écoles et le report d'événements publics.

## Activités de l'OMM

Le système d'alerte, de conseil et d'évaluation des tempêtes de sable et de poussière de l'OMM a été créé en 2007. Il vise à renforcer les services opérationnels de prévision et d'alerte pour diverses régions du monde de manière coordonnée à l'échelle mondiale afin de réduire les impacts sur l'environnement, la santé et l'économie.

Actuellement, il existe quatre régions actives qui coordonnent leurs activités par l'intermédiaire de leurs centres régionaux associés : la région du Conseil de coopération du Golfe avec pour centre régional à Djeddah (Arabie saoudite) ; la région Afrique du Nord-Moyen-Orient-Europe avec pour centre régional à Barcelone (Espagne) ; l'Asie avec pour centre régional à Pékin (Chine) ; les Amériques avec pour centre régional à Bridgetown (Barbade).

Une coalition des Nations unies pour la lutte contre les tempêtes de sable et de poussière cherche à renforcer la collaboration mondiale pour faire face aux dangers et aux perturbations. L'OMM

joue un rôle actif à cet égard, en fournissant des informations scientifiques et des produits de surveillance et de prévision. L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé le 12 juillet Journée internationale de lutte contre les tempêtes de sable et de poussière et a déclaré la décennie 2025-2034 pour la lutte contre les tempêtes de sable et de poussière.

Le président de l'Assemblée générale organisera une réunion de haut niveau à New York pour marquer cette journée dans le cadre d'une série d'activités organisées à travers le monde.

**Edem Dadzie**

## Côte d'Ivoire/Présidentielle

## Le PPA-CI face au défi de la stratégie de « Gbagbo ou rien »

**Le débat demeure délicat au cœur du PPA CI : comment se prémunir d'un éventuel non-retour de Laurent Gbagbo, radié des listes électorales, tout en restant fidèle à son leadership ? Le vice président du parti, Ahoua Don Mello, semble avoir trouvé un début de réponse dans une lettre datée du 29 juin, révélée en début juillet. Selon lui, Gbagbo resterait candidat, mais deux ou trois militants du parti pourraient déposer aussi leur dossier, prêts à remplacer l'ex-président si une issue politique invalide sa candidature. Une proposition, bien que démentie par le parti, qui n'est pas exempte de pertinence, dans une course où l'on sait déjà qu'aucune issue juridique ne pourra réhabiliter Laurent Gbagbo dans son droit de se porter candidat pour la présidentielle d'octobre 2025 en Côte d'Ivoire.**

quel que soit le verdict du Conseil constitutionnel. Le fondateur du BNETD et enseignant-chercheur, aujourd'hui vice-président des BRICS, tente d'endosser une posture proactive, en dehors du jeu binaire « Gbagbo ou rien ».



Laurent Gbagbo

Ce qui intéresse plus, c'est cette démarche du vice-président du PPA-CI qui s'inspire de celle appliquée au Sénégal, il y a un peu plus d'un an. Face à l'exclusion

politique d'Ousmane Sonko, empêché de se présenter à la présidentielle dans son pays, c'est son bras droit, Diomaye Faye, qui a été désigné puis élu président du Sénégal au cours d'un scrutin remporté dès le 1er tour.

L'intelligence stratégique du camp Sonko/Faye a été de transformer une crise d'inéligibilité en opportunité de renouvellement. Le leadership s'est mué sans

heur apparent, dans une dynamique collective, avec un transfert symbolique de la légitimité du chef à un successeur préparé.

Ce qui ne semble pas être le cas au sein du PPA-CI dont les instances dirigeantes considèrent que Laurent Gbagbo reste le seul et unique candidat investi par le parti, à moins de 4 mois d'un scrutin dont l'issue est déjà jouée d'avance. Le contraste est frappant : là où le Sénégal a converti l'exclusion d'un leader en tremplin pour une nouvelle génération, l'opposition ivoirienne, elle, reste prisonnière d'un chef charismatique, sans transition clairement envisagée.

Le pari de Don Mello pourrait apparaître comme un embryon de stratégie

semblable : ouvrir le champ des possibles, préparer l'après-Gbagbo. Mais l'épisode révèle aussi la fragilité d'un appareil politique encore structuré autour d'une figure unique, et peu préparé à un passage de relais ordonné.

Le PPA-CI, et au-delà, tous les partis de l'opposition dont les leaders ont été exclus de la compétition électorale, sont désormais face à un dilemme: rester dans une logique de fidélité à un chef ou préparer une transition stratégique crédible. Le cas sénégalais, malgré ses spécificités, montre que la résilience et l'intelligence politique peuvent transformer une exclusion en victoire, si le leadership est partagé et la succession pensée.

Alexandre Wémima

## France/Afrique

## Patrimoine culturel : la France va faire adopter une loi-cadre pour accélérer la restitution

**Près de huit ans après les engagements d'Emmanuel Macron à Ouagadougou, la France semble enfin vouloir donner un nouvel élan à la restitution des biens culturels africains pillés pendant la colonisation. Le gouvernement présentera le 30 juillet en Conseil des ministres un projet de loi-cadre destiné à simplifier le processus de restitution, longtemps freiné par un carcan juridique pesant.**

Jusqu'ici, chaque restitution nécessitait une loi spécifique votée au Parlement, rendant le processus long, complexe, voire dissuasif. Le nouveau texte ambitionne de lever cet obstacle en permettant, sous certaines conditions, de déclasser un bien des collections nationales par simple décret en Conseil d'État. Une mesure qui ouvrirait enfin la voie à des restitutions en série, attendues par de nombreux pays africains depuis plusieurs décennies. Ce changement s'annonce d'autant plus crucial que dix États, parmi lesquels l'Algérie, la Côte d'Ivoire, Madagascar et le Sénégal, ont officiellement formulé des demandes portant sur plusieurs milliers d'objets, selon un recensement de 2023. À ce jour, seuls 27 objets ont été restitués, dont 26 au Bénin en 2021

— un chiffre jugé très insuffisant au regard des promesses initiales du chef de l'État.

Le projet porté par le gouvernement vise à répondre à ces critiques, après plusieurs échecs législatifs. Au printemps 2024, un précédent texte avait été retiré de l'agenda parlementaire, jugé insuffisamment argumenté par le Conseil d'État, et combattu au Sénat par des élus de tous bords dénonçant un « examen à marche forcée ».

La nouvelle mouture se veut plus solide. La ministre de la Culture, Rachida Dati, évoque « l'essentiel des attentes concentré dans ce texte », notamment grâce à un dispositif plus méthodique d'analyse des demandes. Un point également souligné par la sénatrice Catherine Morin-Desailly, rapporteure pressentie au Sénat : « Il faut une législation robuste, claire, fondée sur des critères objectifs et scientifiques. »

Cette prudence législative n'est pas sans fondement. En 2020, la France avait remis à l'Algérie 24 crânes censés appartenir à des

résistants anticoloniaux. Or, une enquête du New York Times publiée deux ans plus tard révélait que seuls six d'entre eux étaient authentifiés comme tels. Même scepticisme autour du sabre restitué au Sénégal en 2019, attribué au chef de guerre El Hadj Oumar Tall, bien que certains historiens, dont



Les présidents Emmanuel Macron (France) et Patrice Talon (Bénin)

Francis Simonis, en aient contesté l'authenticité. Ces faux pas ont renforcé la nécessité d'un travail d'identification rigoureux et de validation scientifique, condition préalable à toute restitution. « Avant que le Parlement ne se dessaisisse de son pouvoir, il est impératif de garantir la fiabilité des processus », martèle Morin-Desailly.

Pour le sénateur Pierre Ouzoulias, également concerné par le dossier, cette réforme va bien au-delà d'un enjeu muséal. Elle incarne un geste politique et moral, à l'image des lois votées en 2023 sur les spoliations antisémites et les restes humains détenus par l'État.

« Ce n'est pas au Parlement

sensibles.

À l'heure où l'Allemagne, les Pays-Bas ou encore la Belgique ont déjà engagé de vastes campagnes de restitution, la France tente de rattraper son retard. Si le projet de loi est adopté, il pourrait marquer un changement d'échelle, non seulement pour les musées français, mais surtout pour

les relations entre la France et ses anciennes colonies.

L'Afrique attend plus qu'un geste symbolique : une reconnaissance concrète du droit de ses peuples à retrouver les éléments constitutifs de leur patrimoine. Le texte à venir sera-t-il à la hauteur de cette exigence historique ?

T.M.

PRÊT SCOLAIRE  
**LA RENTRÉE SCOLAIRE  
SANS STRESS**  
DISPONIBLE EN 24H



REMBOURSABLE SUR  
**12 MOIS**  
REMBOURSABLE SUR

**La Banque Autrement**

<https://togo.coris.bank>

